Conseil d'Etat
LEGISLATION

Raad van State
WETGEVING

- 6 NOV. 1951

Transmis à la
Overgemaakt aan de
Bureau coordination

GK. L. 2437/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 13 octobre 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "autorisant le Ministre de la Défense nationale à recruter du personnel masculin et du personnel féminin de complément pour occuper certains emplois à l'armée et à l'administration", a donné en sa séance du 18 octobre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e October 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de Minister van Landsverdediging er toe gemachtigd wordt mannelijk en vrouwelijk aanvullingspersoneel aan te werven om sommige betrekkingen bij het leger en bij het bestuur te bekleden", heeft ter zitting van 18 October 1951 het volgend advies gegeven:

Tel qu'il est rédigé,le projet peut prêter à confusion quant au point de savoir si le personnel visé au projet sera soumis à un régime statutaire ou à un régime contractuel.

L'article 2 pourrait, en effet, faire présumer que les rapports entre l'Etat et le personnel de complément sont régis par le contrat de louage de services.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de soumettre le personnel dont il est question à un régime statutaire, il convient de rédiger le projet de manière à écarter toute possibilité d'équivoque.

\+

\+ \+

Le projet devrait être soumis à l'avis du Comité de consultation syndicale par application de l'article 35 de l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 portant le statut syndical des agents de l'Etat,modifié par l'arrêté du Régent du 12 octobre 1949.

\+

\+ \+

.../...

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte qui tient compte des observations qui précèdent et qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées :

ARRETE ROYAL AUTORISANT LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE A ENGAGER DU PERSONNEL DE COMPLEMENT EN VUE D'OCCUPER UN CERTAIN NOMBRE D'EMPLOIS PREVUS POUR DES MILITAIRES DE RANG SUBALTERNE ET FIXANT LE STATUT DE CE PERSONNEL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire, notamment l'article 3;

Vu la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques;

Considérant que pour réaliser le renforcement de l'armée imposé par les nécessités actuelles, le Ministre de la Défense nationale doit pouvoir recruter par un mode simple et rapide un personnel civil de complément pour occuper des emplois non spécifiquement militaires sous un statut spécialement adapté aux tâches qui lui seront confiées;

.../...

Vu l'accord du Premier Ministre, donné le 10 août 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à engager du personnel masculin et du personnel féminin de complément pour occuper 750 emplois actuellement prévus pour des militaires de rang subalterne.

La durée de l'engagement ne peut dépasser deux ans.

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne les autorités compétentes pour recevoir les engagements.

.../...

Article 3.-

Le recrutement effectué en vertu du présent arrêté ne peut, en aucun cas, constituer un titre à une nomination, même temporaire, dans les cadres du personnel soumis au statut des agents de l'Etat, des agents temporaires ou des ouvriers temporaires de l'Etat.

Article 4.-

Nul ne peut être engagé par application du présent arrêté, s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° être belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice et être libre de toutes obligations militaires;

5° être âgé de plus de dix-huit ans et ne pas avoir dépassé soixante-trois ans;

6° faire la preuve des aptitudes professionnelles requises pour occuper l'emploi à conférer.

Article 5.-

Les jeunes filles mineures doivent justifier du consentement de leur père ou de la personne exerçant la puissance paternelle.

Les femmes mariées doivent justifier du consentement de leur mari.

.../...

Article 6.-

§ 1er. Le personnel de complément recruté pour des emplois administratifs est engagé à l'essai pour une durée de trois mois.

Au cours de l'essai, mais au plus tôt à partir de l'expiration du premier mois, l'autorité qui a reçu l'engagement de même que le membre du personnel peuvent y mettre fin sans préavis ni indemnité.

Après la période d'essai, l'engagement peut être résilié par l'autorité qui l'a reçu ainsi que par le membre du personnel moyennant un préavis de trois mois prenant cours le premier du mois qui suit sa notification.

§ 2. Le personnel ouvrier est engagé à l'essai pour une durée de sept jours, au cours desquels l'autorité qui a reçu l'engagement et le membre du personnel peuvent y mettre fin sans préavis ni indemnité.

Après la période d'essai, le délai du préavis est de sept jours et prend cours le lendemain de sa notification.

§ 3. L'engagement prend fin de plein droit à l'expiration de son terme.

Article 7.-

Pendant la durée du préavis, ou pendant une période d'égale durée précédant l'expiration du terme, le membre du personnel de complément peut, en vue de rechercher un nouvel emploi, s'absenter deux fois par semaine, pourvu que la durée desdeux absences ne dépasse pas au total celle d'une journée de travail.

.../...

Article 8.-

La rémunération du personnel de complément est égale au traitement minimum du barème octroyé pour des emplois identiques du personnel temporaire de l'Etat.

Elle est payée dans les mêmes conditions que celles déterminées pour le paiement du traitement du personnel temporaire.

Le personnel de complément bénéficie de l'allocation de foyer ou de résidence, et des allocations familiales, dans les mêmes conditions que celles déterminées pour le personnel temporaire de l'Etat.

Article 9.-

§ 1er. Les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont appliquées à l'Etat et au personnel de complément, sauf en ce qui concerne le régime des vacances annuelles et des allocations familiales.

Le régime des congés est identique à celui du personnel temporaire.

§ 2. Le personnel de complément bénéficie des mêmes avantages que ceux prévus par les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail; ces avantages sont accordés dans les mêmes conditions que celles qui sont déterminées par ces lois.

.../...

Article 10.-

L'article 16, alinéas 2, 3 et 4, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires est applicable aux membres du personnel de complément occupant des emplois administratifs, absents en raison de maladie ou d'infirmité.

L'article 15, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire est applicable aux membres du personnel de complément occupant des emplois prévus pour le personnel de maîtrise, les gens de métier ou de service, absents en raison de maladie ou d'infirmité.

Articles 11 et 12.-

... (texte des articles 6 et 7 du projet du Gouvernement) ...

Article 13.-

Les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prises à l'égard des membres du personnel de complément :

1° le rappel à l'ordre;
2° la retenue de traitement, à concurrence d'un cinquième au maximum, pendant une période ne pouvant dépasser quinze jours;
3° le licenciement sans préavis.

.../...

Article 14.-

§ 1er. Le rappel à l'ordre est prononcé par le supérieur hiérarchique immédiat, dont la décision est sans recours.

§ 2. Les autres mesures disciplinaires sont prononcées par l'autorité compétente pour recevoir l'engagement. Un recours au Ministre de la Défense nationale contre ces mesures est ouvert dans les huit jours de leur notification.

Article 15.-

Aucune mesure disciplinaire ne peut être prise sans que l'intéressé ait été au préalable entendu ou interpellé.

Article 16.-

Le statut syndical des agents de l'Etat n'est pas applicable au personnel de complément.

Article 17.-

Lorsqu'une personne est recrutée par application du présent arrêté pour prester ses services dans un établissement ou dans un service de l'armée, son contrat d'engagement précise qu'il est soumis aux lois pénales militaires pour les infractions ci-après :

.../...

A) la trahison et l'espionnage;

B) la participation à une révolte prévue par le Code pénal militaire;

C) les violences et les outrages envers un supérieur ou envers une sentinelle;

D) la participation à une désertion avec complot, commise par des militaires;

E) le détournement et la soustraction frauduleuse d'objets quelconques, affectés au service de l'armée et appartenant soit à l'Etat, soit à des militaires.

Article 18.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1951, à l'exception de l'article 17.

Article 19.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

De gegeven tekst van het ontwerp kan verwarring doen ontstaan omtrent de vraag of het personeel in het ontwerp bedoeld aan een statutair dan wel aan een contractueel stelsel zal worden onderworpen.

Artikel 2 immers zou kunnen doen vermoeden dat voor de betrekkingen tussen de Staat en het aanvullingspersoneel het dienstcontract geldt.

Daar het de bedoeling van de Regering is het personeel waarvan sprake aan een statutair stelsel te onderwerpen, moet het ontwerp zo worden gesteld dat alle mogelijkheid tot verwarring is uitgesloten.

\+

\+ \+

Bij toepassing van artikel 35 van het besluit van de Regent van 11 Juli 1949 houdende syndicaal statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 12 October 1949, zou het ontwerp aan de Syndicale Raad van advies moeten worden voorgelegd.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt hierna een tekst voor die met de gemaakte opmerkingen rekening houdt en tevens beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals deze hem werden uiteengezet.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT MACHTIGING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING OM VOOR EEN BEPAALD AANTAL BETREKKINGEN BESTEMD VOOR MILITAIREN VAN LAGERE GRAAD AANVULLINGSPERSONEEL AAN TE WERVEN EN TOT VASTSTELLING VAN DEZES STATUUT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 Juni 1899 houdende titel 1 van het Wetboek voor Strafrechtspleging voor het leger, namelijk op artikel 3;

Gelet op de wet van 20 Mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen te werk gesteld;

Overwegende dat tot de versterking van het leger, die door de huidige noodwendigheden opgelegd is, de Minister van Landsverdediging voor niet specifiek militaire betrekkingen op eenvoudige en snelle wijze burgerlijk aanvullingspersoneel moet kunnen aanwerven onderworpen aan een statuut speciaal aangepast aan de taak welke aan dat personeel zal worden opgedragen;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister, gegeven 10 Augustus 1951;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging wordt gemachtigd mannelijk en vrouwelijk aanvullingspersoneel aan te werven voor 750 betrekkingen welke thans voor militairen van lagere graad zijn bestemd.

De dienstverbintenis mag twee jaar niet te boven gaan.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging wijst de overheden aan die bevoegd zijn om de dienstverbintenissen in ontvangst te nemen.

Artikel 3.-

De aanwerving op grond van dit besluit kan, in geen geval, recht verlenen op een benoeming, zelfs in tijdelijk verband, in de personeelskaders waarop het statuut van het Rijkspersoneel, van het tijdelijk personeel of van het tijdelijk werklieden-personeel van de Staat toepasselijk is.

.../...

Artikel 4.-

Niemand kan bij toepassing van dit besluit worden aangeworven zo hij niet voldoet aan de hierna volgende vereisten :

1° Belg zijn ;

2° van onberispelijk gedrag zijn ;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten ;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben en vrij zijn van alle militaire verplichtingen ;

5° meer dan achttien jaar oud zijn en drie en zestig jaar niet hebben overschreden ;

6° doen blijken van de beroepsbekwaamheden, vereist om de te begeven betrekking te bekleden.

Artikel 5.-

Minderjarige meisjes moeten doen blijken van de toestemming van hun vader of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

Gehuwde vrouwen moeten doen blijken van de toestemming van hun man.

Artikel 6.-

§ 1. Het aanvullingspersoneel dat voor administratieve betrekkingen wordt aangeworven, wordt op proef in dienst genomen voor een duur van drie maanden.

In de loop van de proeftijd, maar ten vroegste bij het verstrijken van de eerste maand, kan aan de dienstverbintenis door de overheid die ze in ontvangst heeft genomen en door het personeelslid zonder opzegging of vergoeding een einde worden gemaakt.

.../...

Na de proeftijd kan de dienstverbintenis door de overheid die ze in ontvangst heeft genomen en door het personeelslid worden verbroken met opzegging van drie maanden ingaande de eerste van de maand die volgt op de kennisgeving er van.

§ 2. Het werkliedenpersoneel wordt op proef in dienst genomen voor een duur van zeven dagen, tijdens welke aan de dienstverbintenis door de overheid die ze in ontvangst heeft genomen en door het personeelslid zonder opzegging of vergoeding een einde kan worden gemaakt.

Na de proeftijd bedraagt de opzeggingstermijn zeven dagen en gaat hij in daags na de kennisgeving er van.

§ 3. De dienstverbintenis neemt rechtens een einde met het verstrijken van de er voor bepaalde termijn.

Artikel 7.-

Tijdens de opzeggingstermijn of gedurende een tijdperk van gelijke duur vóór het verstrijken van de termijn, mag het lid van het aanvullingspersoneel tweemaal per week afwezig zijn ten einde een nieuwe betrekking te zoeken, op voorwaarde dat de gezamenlijke duur van die twee afwezigheden niet langer dan een werkdag bedraagt.

Artikel 8.-

De bezoldiging van het aanvullingspersoneel is gelijk aan de minimumwedde der weddeschaal die voor gelijksoortige betrekkingen aan het tijdelijk Rijkspersoneel wordt toegekend.

.../...

Zij wordt uitbetaald onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de uitbetaling der wedde van het tijdelijk personeel gelden.

Het aanvullingspersoneel geniet de haard- of standplaatstoelage en de kinderbijslag onder dezelfde voorwaarden als die welke voor het tijdelijk Rijkspersoneel gelden.

Artikel 9.-

§ 1. De bepalingen van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders worden toegepast op de Staat en op het aanvullingspersoneel, behalve wat betreft het stelsel van de jaarlijkse vacantie en van de kinderbijslag.

De verlofregeling is dezelfde als voor het tijdelijk personeel.

§ 2. Het aanvullingspersoneel geniet dezelfde voordelen als die welke bepaald zijn bij de samengeordende wetten betreffende het herstel der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen; die voordelen worden verleend onder dezelfde voorwaarden als bij die wetten gesteld.

Artikel 10.-

Artikel 16, tweede, derde en vierde lid, van het besluit van de Regent van 30 April 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, is van toepassing op de leden van het aanvullingspersoneel die administratieve betrekkingen vervullen en wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn.

.../...

Artikel 15, tweede en derde lid, van het besluit van de Regent van 10 April 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, is van toepassing op de leden van het aanvullingspersoneel die betrekkingen, bestemd voor het meesters-, vak- en dienstpersoneel, vervullen en wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn.

Artikelen 11 en 12.-

... (tekst der artikelen 6 en 7 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 13.-

Ten opzichte van de leden van het aanvullingspersoneel kunnen de volgende tuchtmaatregelen worden genomen :

1° de terechtwijzing;

2° de inhouding van wedde tot een bedrag van ten hoogste een vijfde gedurende een tijdperk van niet meer dan vijftien dagen;

3° de afdanking zonder opzegging.

Artikel 14.-

§ 1. De terechtwijzing wordt uitgesproken door de onmiddellijke hiërarchische meerdere, tegen wiens beslissing geen beroep openstaat.

§ 2. De andere tuchtmaatregelen worden uitgesproken door de overheid die bevoegd is om de dienstverbintenis in ontvangst te nemen. Tegen die maatregelen staat beroep bij de Minister van Landsverdediging open binnen acht dagen na hun kennisgeving.

.../...

Artikel 15.-

Geen enkele tuchtmaatregel kan worden genomen zonder dat de betrokkene vooraf is gehoord, althans aangemaand om uitleg te verstrekken.

Artikel 16.-

Het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel is op het aanvullingspersoneel niet van toepassing.

Artikel 17.-

Wanneer een persoon bij toepassing van dit besluit wordt aangeworven om in een instelling of een dienst van het leger dienst te verrichten, wordt in zijn dienstnemingscontract bepaald dat de militaire strafwetten op hem van toepassing zijn voor de volgende misdrijven :

A) verraad en verspieding;

B) deelneming aan muiterij, zoals bepaald in het Militair Strafwetboek;

C) gewelddaden en beledigingen tegen een meerdere of een schildwacht;

D) deelneming aan een door militairen gepleegde desertie met samenspanning;

E) ontvreemding en bedrieglijke wegneming van om het even welke voorwerpen bestemd voor de dienst van het leger en behorend hetzij aan de Staat, hetzij aan militairen.

.../...

Artikel 18.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1951, met uitzondering van artikel 17.

Artikel 19.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.